



POLITIQUE LAITIÈRE NATIONALE



DEPUIS DÉCEMBRE 2016, LE QUOTA TOTAL ALLOUÉ AU QUÉBEC EST PASSÉ DE 135,36 MILLIONS DE KILOGRAMMES DE MATIÈRE GRASSE (MG) À 140,05 MILLIONS EN DÉCEMBRE 2017, SOIT UNE AUGMENTATION DE 3,46 %. LE SECTEUR DU LAIT DE TRANSFORMATION A CONTRIBUÉ À CETTE HAUSSE POUR 3,18 % ALORS QUE LE SECTEUR DU LAIT DE CONSOMMATION A EU UN IMPACT POSITIF DE 0,05 %. LA PART DU MARCHÉ ASSOCIÉ À L'ALLOCATION DE CROISSANCE, AU PROGRAMME D'INNOVATION AINSI QU'AU PROGRAMME D'EXPORTATION DES PRODUITS LAITIERS A CRÛ DE 0,31 MILLION DE KILOGRAMMES DE MG, CE QUI CONTRIBUE À UNE AUGMENTATION DU QUOTA TOTAL DE 0,23 %.

ÉVOLUTION DU MARCHÉ

Selon les données fournies par la Société Nielsen, les ventes au détail de produits laitiers ont continué de croître au Canada durant les 12 mois de 2017. Elles ont affiché une augmentation de 5,4 % pour le beurre, de 3,4 % pour les fromages, de 4,3 % pour la crème et de 1,0 % pour les yogourts. De décembre 2016 à décembre 2017, la demande totale de matière grasse pour l'ensemble des marchés a crû de 14,5 millions de kilogrammes de matière grasse, ou 4,1 %.

PLAN NATIONAL DE COMMERCIALISATION DU LAIT

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait (CCGAL) a prolongé la suspension de l'application des flexibilités associées au quota continu, soit 0,5 % en tolérance positive et 1,5 % en tolérance négative jusqu'en juillet 2018. Les provinces ont donc la possibilité de dépasser

les flexibilités permises jusqu'à cette date. Les provinces de l'Accord sur la mise en commun du lait dans l'est du Canada (P5) ont terminé l'année 2017 avec une tolérance positive de 3,4 %. Pour leur part, les provinces signataires de l'Entente sur la mise en commun du lait de l'Ouest (MCLC) se situaient à -5,85 % en décembre 2017. Pour le Canada, l'écart cumulatif entre la production et le quota était de 0,84 % en décembre 2017. La Commission canadienne du lait (CCL) procède actuellement à une révision du calcul du quota alloué aux provinces ainsi qu'aux mises en commun. Cette révision a pour but de baser le quota alloué sur les besoins totaux mensuels au lieu d'utiliser les besoins totaux annuels. Cela permettra de capter plus rapidement les variations importantes des marchés.

L'allocation de croissance a été maintenue à 5 % afin de favoriser la reconstruction des stocks de beurre. Ces derniers ont dépassé 30 000 tonnes durant l'été grâce, entre autres, à l'importation supplémentaire de près de 6 700 tonnes de beurre au-delà des contingents tarifaires pendant l'année. La révision du quota alloué, soulignée plus haut, mènera à une analyse du niveau d'allocation de croissance requis pour l'année laitière 2018-2019.

La production de solides non gras associée à la production intraquota de matière grasse est passée de 771,83 en 2016 à 819,29 millions de kilogrammes en 2017. Il s'agit d'une hausse de 47,46 millions de kilogrammes, soit 6,1 %. Cette hausse a été concomitante à l'augmentation de la production intraquota de matière grasse, qui a été de 7,2 % pour la même période.

Le ratio solides non gras/gras (SNG/G) s'est amélioré au pays en 2017, s'établissant à 2,2189, comparativement à 2,2402 l'année précédente. Il a été de 2,2117 dans les provinces de P5 et de 2,2440 dans les provinces de la MCLC.

GHISLAINE BLAIS, secrétaire de direction *Executive Secretary* **IDRISS ETTABAË**, directeur du développement des affaires
Director of Business Development

STRATÉGIE SUR LES INGRÉDIENTS

En janvier 2017, le CCGAL a adopté l'entente pour la mise en place de la classe d'ingrédients au 1^{er} février. Il a également convenu du Système d'inscription national centralisé (SINC), qui permet le suivi et la vérification de l'utilisation des composants du lait, et d'un programme de certification des mécanismes de déclaration, de facturation et de vérification des provinces.

En juillet, l'Organisme de supervision de P5 et les provinces de la MCLO ont adopté des ratios de facturation pour les produits de la classe 1 et les autres boissons laitières. L'implantation de ces ratios est prévue en 2018, une fois que les conditions de transition par rapport à la situation actuelle seront remplies.

La CCL, après consultation avec les intervenants du secteur, a identifié les critères nécessaires pour le déclenchement des dispositions de fixation de prix dans un contexte de circonstances exceptionnelles.

ACCORD SUR LA MISE EN COMMUN DU LAIT DANS L'EST DU CANADA

PRIX DU LAIT

Au 1^{er} février 2017, la formule d'indexation des prix du lait a donné une baisse des prix de 0,41 %. Rappelons que cette formule est basée sur deux indices, soit 50 % pour l'indice des prix à la consommation (IPC) et 50 % pour le coût de production (CdP). L'IPC a augmenté de 1,41 %, alors que le CdP a diminué de 2,24 % au 3^e trimestre de 2016, principalement à cause de la baisse des coûts des aliments pour animaux et du carburant. Depuis février 2017, la formule d'indexation s'applique sur les classes 1 à 4, alors qu'elle ne s'appliquait auparavant que sur la classe 1.

APPLICATION DE L'ACCORD P5

Au cours de l'année, les provinces de P5 ont poursuivi l'application de l'Accord, notamment en travaillant sur la mise en commun des frais de transport, des revenus, des transferts de lait, des règles de qualité et des déplacements de lait. En 2017, P5 est entré en processus d'examen périodique quant à son efficacité et à sa pertinence, comme prévu dans le texte de l'Accord.

BILAN DES VARIATIONS DU QUOTA TOTAL ALLOUÉ AU QUÉBEC – 2017

VARIATIONS IN QUEBEC'S TOTAL QUOTA ALLOCATION – 2017

	Quota total alloué au Québec (kg de MG) Total quota allotted to Quebec (kg of BF)	Variation pour la période % % variation for the period
2016		
Décembre – December	135 359 786	
2017		
Janvier – January	135 268 463	-0,07
Février – February	135 359 468	0,07
Mars – March	135 670 953	0,23
Avril – April	136 986 515	0,97
Mai – May	137 571 119	0,43
Juin – June	137 889 108	0,23
Juillet – July	138 515 856	0,45
Août – August	138 402 664	-0,08
Septembre – September	139 130 963	0,53
Octobre – October	139 384 653	0,18
Novembre – November	139 553 160	0,12
Décembre – December	140 045 232	0,35
Variation totale pour l'année <i>Total variation for the year</i>	4 685 446	3,46
Lait de consommation <i>Fluid milk</i>		0,05
Lait de transformation <i>Industrial milk</i>		3,18
Allocation de croissance, programme d'innovation et programme d'exportation des produits laitiers <i>Growth allowance, dairy innovation program and dairy export program</i>		0,23

PRODUCTION TOTALE ET NOMBRE DE PRODUCTEURS DES PROVINCES CANADIENNES – 2016-2017¹

TOTAL PRODUCTION AND NUMBER OF PRODUCERS IN CANADIAN PROVINCES – 2016-2017¹

	Production totale (kg de MG) Total production (kg of BF)	%	Nombre de producteurs ² Number of producers ²	%
Terre-Neuve-et-Labrador <i>Newfoundland and Labrador</i>	2 013 911	0,56	32	0,29
Île-du-Prince-Édouard <i>Prince Edward Island</i>	4 760 175	1,33	166	1,52
Nouvelle-Écosse <i>Nova Scotia</i>	7 998 163	2,23	213	1,94
Nouveau-Brunswick <i>New Brunswick</i>	6 166 137	1,72	194	1,77
Québec <i>Quebec</i>	133 376 214	37,23	5 368	49,02
Ontario <i>Ontario</i>	118 477 381	33,08	3 613	32,99
Total P5³	270 778 070	75,59	9 554	87,24
Manitoba <i>Manitoba</i>	14 031 236	3,92	282	2,58
Saskatchewan <i>Saskatchewan</i>	10 462 326	2,92	160	1,46
Alberta <i>Alberta</i>	29 894 836	8,35	523	4,78
Colombie-Britannique <i>British Columbia</i>	31 032 150	8,66	400	3,65
Total MCLO⁴ <i>Total WMP⁴</i>	85 420 548	23,85	1 365	12,47
Total Canada	358 212 529	100,00	10 951	100,00

1 Source : Commission canadienne du lait Source: Canadian Dairy Commission

2 Au 1^{er} août 2017 As at August 1, 2017

3 Accord sur la mise en commun du lait dans l'est du Canada Agreement on the Eastern Canadian Milk Pooling

4 Entente sur la mise en commun du lait de l'Ouest Western Milk Pooling Agreement

NATIONAL DAIRY POLICY

SINCE DECEMBER 2016, THE TOTAL QUOTA ALLOCATED TO QUEBEC HAS RISEN FROM 135.36 MILLION KILOGRAMS OF BUTTERFAT (BF) TO 140.05 MILLION IN DECEMBER 2017, AN INCREASE OF 3.46%. THE INDUSTRIAL MILK SECTOR CONTRIBUTED 3.18% TO THIS INCREASE, WHILE THE FLUID MILK SECTOR HAD A POSITIVE IMPACT OF 0.05%. THE MARKET SHARE ASSOCIATED WITH THE GROWTH ALLOWANCE, THE INNOVATION PROGRAM AND THE DAIRY EXPORT PROGRAM GREW BY 0.31 MILLION KILOGRAMS OF BF, WHICH CONTRIBUTED TO A TOTAL QUOTA INCREASE OF 0.23%.

MARKET TRENDS

According to the data provided by The Nielsen Company, retail sales of dairy products continued to grow in Canada over the 12 months of 2017. They posted an increase of 5.4% for butter, 3.4% for cheese, 4.3% for cream, and 1.0% for yogurt. From December 2016 to December 2017, the total demand for butterfat grew by 14.5 million kilograms, or 4.1%, for all markets.

NATIONAL MILK MARKETING PLAN

The Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC) extended its suspension regarding the use of the tolerance range associated with continuous quota, i.e. a positive flexibility of 0.5% and a negative flexibility of 1.5%, until July 2018. The provinces may therefore exceed the permitted flexibility range until that date. The signatory provinces of the Agreement on the Eastern Canadian Milk Pooling (P5) ended 2017 with a positive flexibility of 3.4%. The signatory provinces of the Western Milk Pooling Agreement (WMP) were at -5.85% in December 2017. For Canada, the cumulative gap between production and quota was 0.84% in December 2017. The Canadian Dairy Commission (CDC) is now reviewing the calculation for quota allocated to the provinces and the pools. The purpose of this review is to base allocated quota on the total monthly requirements instead of using total annual requirements. This will make it possible to more rapidly harness the huge variations in the markets.

The growth allocation was kept at 5% to help rebuild butter stocks. These stocks exceeded 30,000 tonnes in the summer, due in part to nearly 6,700 tonnes of additional butter imported beyond the tariff rate quotas during the year. The aforementioned allocated quota review will result in an analysis of the growth allocation level required for the 2018-2019 dairy year.

Solids non-fat production associated with within-quota butterfat production went from 771.83 in 2016 to 819.29 million kilograms in 2017, an increase of 47.46 million kilograms, or 6.1%. This increase was concomitant with the increase in within-quota butterfat production, which was 7.2% for the same period.

The solids non-fat/fat (SNF/F) ratio improved in the country in 2017, totalling 2.2189, compared to 2.2402 the previous year. It was 2.2117 in the P5 provinces and 2.2440 in the WMP provinces.

INGREDIENT STRATEGY

In January 2017, the CMSMC adopted the agreement on implementing the ingredient class on February 1. The National Centralized Registration System (NCRS), which makes it possible to monitor and verify milk component use, and a program to certify the reporting, billing and verification mechanisms of provinces were also agreed upon.

In July, the P5 Supervisory Body and the WMP provinces adopted billing ratios for Class 1 products and other dairy beverages. These ratios are scheduled to be implemented in 2018, once the conditions for transitioning from the current situation have been met.

After consulting with stakeholders in the sector, the CDC identified the key criteria for triggering the price-setting provisions in the event of exceptional circumstances.

AGREEMENT ON THE EASTERN CANADIAN MILK POOLING

PRICE OF MILK

As at February 1, 2017, the indexing formula for prices indicated a 0.41% decline in prices. Note that this formula is based on two indices: 50% on the Consumer Price Index (CPI) and 50% on the Cost of Production Index (COPI). The CPI increased 1.41%, while the COPI decreased 2.24% in the 3rd quarter of 2016, mainly due to the decrease in animal feed and fuel costs. Since February 2017, the indexing formula has been applied to Classes 1 to 4, while it was previously applied only to Class 1.

P5 AGREEMENT APPLICATION

During the year, the P5 provinces continued to apply the Agreement, in particular by working on the pooling of transportation costs, revenue, milk transfers, quality rules and milk movements. In 2017, P5 began its periodical efficiency and relevance review process, as provided in the text of the Agreement.